

Burundi : Les avocats du journaliste condamné ne comptent pas en rester là

RFI, 09 janvier 2013 Burundi : la défense d'Hassan Ruvakuki va demander sa remise en liberté conditionnelle. Le journaliste de RFI en swahili avait été arrêté en novembre 2011 après s'être rendu en Tanzanie pour couvrir la naissance d'un nouveau mouvement rebelle burundais. Il avait été condamné en première instance à perpétuité. Ce mardi 8 janvier 2012, sa peine a été réduite à trois ans en appel, car les faits ont été requalifiés. Mais ses avocats ne comptent pas en rester là. Hassan Ruvakuki n'était pas présent à l'audience ce mardi, et c'est donc l'un de ses avocats, Me Segatwa, qui lui a annoncé la décision de la Cour d'appel. D'après lui, le confrère de RFI garde le moral. Il espère maintenant la liberté conditionnelle, et est en droit de la demander car il a déjà purgé plus d'un quart de sa peine. Sa défense va donc écrire une lettre en ce sens au ministre de la Justice, dit-il. Me Fabien Segatwa, Avocat de Hassan Ruvakuki : « Lorsque je lui ai dit qu'il pouvait demander la liberté conditionnelle (...) son moral est remonté ». De la perpétuité à trois ans de prison ferme, la condamnation est certes plus légère, mais il s'agit tout de même trois ans de trop, estiment les avocats d'Hassan Ruvakuki. La Cour a abandonné les charges de « terrorisme » et les juges ont finalement déclaré notre confrère coupable « de participation à une association formée dans le but d'attenter aux personnes et propriétés ». Mais ses défenseurs le répètent inlassablement : Hassan Ruvakuki n'a fait que son travail de journaliste, il est innocent. Ses avocats n'excluent donc pas un pourvoi en cassation. Marie-Christine Saragosse, Présidente de l'Audiovisuel extérieur français (AEF), structure dont dépend RFI : « Personnellement, j'ai l'intime conviction que Hassan n'a fait que son métier. Nous ne pouvons pas baisser la garde, non seulement pour qu'il sorte (...) mais aussi parce que c'est une question de principe ». De leur côté, l'Union des journalistes burundais et Reporters sans frontières dénoncent un acharnement et promettent de rester mobilisés.